

La conjoncture agricole du mois de mars 2025

- Les ventes de vins de Bourgogne sont en progression. Les marchés à l'export sont particulièrement dynamiques.
- L'assolement pour la récolte 2025 fait la part belle au colza dans un contexte difficile pour les exportations de céréales françaises.

- On note une importante baisse des livraisons de lait régionales en décembre et une chute spectaculaire des fabrications de Comté.
- La forte demande en bovins maigres sur les marchés français et européens fait s'envoler les prix. Les cours à l'entrée des abattoirs suivent cette tendance.

Filière viticole

Si les récoltes 2022 et 2023 avaient permis de reconstituer les stocks de vins, celle de 2024 est fort réduite. Les acteurs des marchés sont dès lors un peu moins attentistes, de peur de manquer sur certaines appellations, d'autant que la demande en vins de Bourgogne semble se maintenir.

La demande en vins de Bourgogne se maintient

En décembre, au 5^{ème} mois de campagne, les sorties de chais de la viticulture en Bourgogne s'élèvent à 871 000 hl, un volume équivalent à la moyenne quinquennale sur la même période. Après 2 années, où les opérateurs étaient plutôt attentistes du fait de volumes importants à disposition, il semblerait qu'ils reviennent à l'achat pour approvisionner les marchés.

Ainsi, à fin décembre 2024, les stocks dans les chais de Bourgogne sont estimés à 21,6 mois de vente. Ils sont en baisse de 7 % sur un an. Cela s'explique par la récolte réduite de 2024. Les ventes globales de l'année 2024, en format bouteilles, sont en hausse de 4,7 % sur un an (Source : BIVB). Fin janvier 2025, au cumul des 6 mois, les transactions de vins en vrac de Bourgogne entre la viticulture et le négoce sont en très net repli (- 23 %) au regard de celles de l'an passé au même mois. La récolte amputée de 27 % au regard de la moyenne quinquennale justifie pleinement cette contre-performance en réduisant les disponibilités. Les cépages rouges ayant été les plus impactés par le mildiou sont davantage en recul dans les transactions. Les conséquences de la consommation de vins en baisse, des stocks (à la viticulture et au négoce) importants et d'une récolte en retrait mais inégale suivant les appellations se traduit par des évolutions de prix différenciées. Ainsi, le prix Bourgogne Blanc et celui du Mâcon Village Blanc régressent de 10 %

en comparaison à janvier 2024, alors que le Chablis affiche + 30 %. Les prix appellations villages rouge de Côte-d'Or gagnent près de 5 %. Pour le Beaujolais, les transactions au cumul du 6^{ème} mois de campagne sont très dynamiques (+ 19 %), mais les prix sont plutôt en baisse.

Au bilan de l'année 2024, les exportations de vins de Bourgogne n'ont pas connu la déprise contrairement aux autres appellations viticoles françaises. Bien au contraire, elles affichent de l'ordre de + 9 % en volume et en valeur vis-à-vis de l'année 2023. Les grands crus blancs de Côte d'Or, les Chablis, le Crémant de Bourgogne, ainsi que les appellations régionales Bourgogne blanc et rouge sont les grands gagnants avec des progressions à 2 chiffres en volume. En 2024, bonne ou mauvaise nouvelle, les Etats-Unis ont confirmé leur position de leader dans les achats de vins de Bourgogne, avec plus d'une bouteille sur cinq exportée, et en progression de 16 % sur 1 an.

Fig 1. Sorties de chais de vins AOP

En hl	Campagne 2024-2025	% / Campagne 2023-2024	% / Moyenne 5 ans
Décembre	186 564	7,6%	-7,0%
5 mois	870 875	14,7%	0,6%

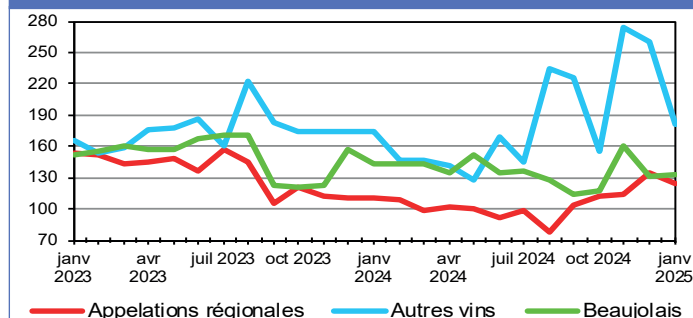
Source : Agreste - DRDDI

Fig 2. Transactions des vins AOP en vrac
Hors Beaujolais, vins de la Nièvre et du Jura

En hl	Janvier		Campagne	
	2024-2025	2025/2024	2024-2025	2025/2024
Rouge, rosé	19 070	-34%	110 046	-34%
Blanc	36 622	23%	318 332	-18%
Crémant	4 760	76%	145 039	-24%
Ensemble	60 452	-1%	573 417	-23%

Source : BIVB

Fig 3. Indice du prix des vins AOP en vrac
Base 100 en janvier 2010, hors vins de la Nièvre et du Jura



Source : Agreste - BIVB et IB

Fin février les conditions de travail s'améliorent pour les différents travaux et les premiers semis de printemps. En Saône et Loire et dans le Doubs, une amorce de ressuyage commence pour les sols hydromorphes.

Des colzas en reconquête et des pois au désespoir

Pour la campagne 2024-2025, les intentions de semis d'orge d'hiver atteignent 148 200 ha, légèrement en dessous de la précédente campagne. Dans toute la région le stade début tallage est atteint. De même pour les blés tendres d'hiver, seuls 15% n'atteignent pas encore ce stade dans le Territoire de Belfort. Par contre dans l'Yonne et en Haute Saône, les premiers stades « épi 1 cm » sont observés. Les surfaces emblavées de 345 700 ha sont en progression de 4 % sur la région, et 7% en seule Franche-Comté.

Les semis d'orge de printemps sont à 68 % réalisés avec en moyenne 30% des parcelles au stade levée. Pour cette céréale les surfaces seraient de 51 200 ha, en diminution de 18 % par rapport à la récolte 2024, en cohérence avec la tendance par rapport à la moyenne quinquennale.

Les intentions de semis de maïs grain sont en légère augmentation pour atteindre 70 100ha. Pour le maïs fourrage 44 700 ha seront dédiés à cette culture, soit une baisse probable de 15 % par rapport à 2024.

Les surfaces de colza continuent leur expansion : 142 100 ha en 2025, + 12% par rapport à 2024 et + 34% par rapport à la moyenne quinquennale. Le pouvoir récupérateur de la plante en conditions difficiles, la dérogation de 120 jours pour l'usage d'un

insecticide ainsi que ses débouchés intéressants contribuent à son succès.

La tendance de diminution des surfaces en tournesol de 25% se confirme, cette année les prévisions d'ensemencement étant de 48 300 ha. De façon plus modérée, il en est de même pour le soja avec 32 700 ha, en baisse de 8 % par rapport à la moyenne sur 5 ans.

Enfin les pois de printemps avec 5 470 ha prévus se raréfient encore, - 27% par rapport à 2024 et - 60% par rapport à la période 2020-2024. La fragilité de cette culture face aux conditions climatiques, en particulier le risque de coulure de la fleur, n'incite pas à sa mise en oeuvre.

Les marchés des céréales demeurent complexes

Au mois de février, les cours des céréales et des oléoprotéagineux sont influencés par le contexte géopolitique (élections aux Etats-Unis) et par les conditions climatiques.

Le prix du blé (rendu Rouen) s'établit à 225 €/t, soit - 2 €/t sur le mois précédent. Les marchés sont perturbés par l'annonce de l'administration Trump de la mise en place de taxes sur les produits exportés à hauteur de 25% pour le Mexique et le Canada et de 20% pour la Chine à partir du début du mois de mars. Le fonctionnement des échanges mondiaux de blé, maïs et soja sont, ainsi, remis en cause. Les blés français manquent de compétitivité en début de mois et le débouché vers l'Algérie fait toujours défaut suite aux tensions diplomatiques entre les deux pays. D'autre part, la demande de la Chine est actuellement limitée. Ainsi, les exportateurs français comptent sur la demande du Maroc et de l'Afrique sub-saharienne. En fin de mois, les blés français retrouvent un peu de compétitivité. Les origines Mer noire se réduisent avec en particulier la mise en place de quotas à l'exportation en Russie depuis la mi-février.

A 233 €/t, l'orge (rendu Creil) perd 7 €/t par rapport au mois de janvier. La production mondiale diminue pour la deuxième saison consécutive atteignant 143,1 millions de tonnes (- 1 % sur 2023). Les récoltes ont été plus faibles dans de nombreux pays dont la Russie et l'Ukraine. La consommation mondiale d'orge devrait baisser à 145,7 millions de tonnes (- 1 % sur 2023/2024). La transformation sera probablement limitée en raison d'une demande plus faible dans le secteur brassicole en Asie de l'est notamment en Chine, Vietnam et Thaïlande. L'utilisation en alimentation animale devrait rester stable à 101 millions de tonnes. Ce mois-ci, les chargements français restent soutenus à destination du Maroc, de la Tunisie, de la Lybie et de la Jordanie.

Le colza (FOB Moselle) cote 530 €/t (+ 2 €/t). Le Conseil International des Céréales a revu la production mondiale de colza en baisse à 84,8 millions de tonnes, au plus bas depuis 3 ans. Le cours du canola canadien est en baisse et son marché est menacé par la hausse tarifaire annoncée par les Etats-Unis. Néanmoins le marché européen ne suit pas cette tendance baissière. En effet, les disponibilités restent limitées et les besoins d'importations toujours élevés. D'autre part, en Malaisie, les stocks sont toujours faibles dans un contexte de baisse saisonnière de la production. Ainsi, au cours des trois dernières semaines, le cours de l'huile de palme a augmenté de 10% à Kuala Lumpur. En outre, le démarrage prochain du ramadan devrait relancer la demande.

Fig 4. Cotations blé (€/t) (Fob Rouen) et Orge Esterel (Fob Creil)

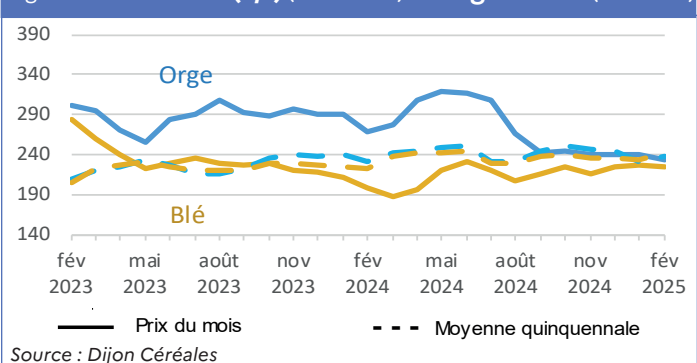


Fig 5. Cotations colza (€/t) (Fob Moselle)

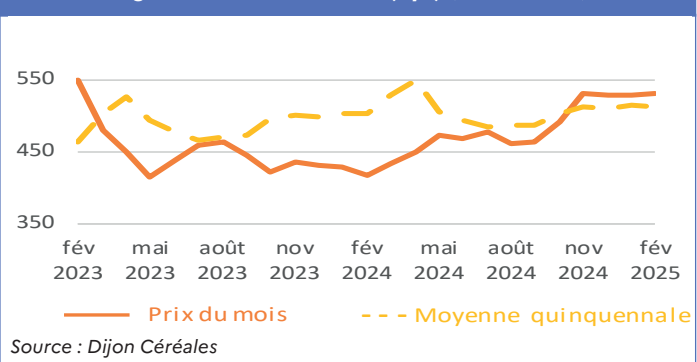


Fig 6. Estimations de productions en 2024

En ha	Blé	Orge d'hiver	Orge de P.	Maïs	Triticale	Avoine	Colza	Tournesol	Soja	Pois
Surface 2025	345 700	148 200	51 200	70 100	31 580	16 770	142 100	48 300	32 700	6 790
%/Moyenne 5 ans	- 3 %	- 3 %	- 19 %	+ 4 %	- 6 %	- 5 %	+ 34 %	+ 23 %	- 6 %	- 63 %

Source : Agreste - Conjoncture grandes cultures

L'année laitière régionale 2024 est en retrait

Malgré le repli de 0,7% des livraisons de lait en décembre, la collecte laitière européenne de 2024 sera supérieure de 0,5 % à celle de 2023 et dépassera les 145 milliards de litres. En décembre (sur 12 mois glissants), les livraisons nationales de lait se replient pour la première fois depuis février (- 0.9%). Toutefois, l'année laitière en France termine en hausse de 1 % par rapport à 2023 mais en retrait de 1 % par rapport à la moyenne triennale. Impactée par la fièvre catarrhale ovine et des fourrages de moindre qualité, la production laitière de Bourgogne-Franche-Comté chute lourdement de près de 8 % en décembre (- 9 % pour le lait AOP « Massif du Jura » et - 7 % pour le lait conventionnel). Ainsi, la production laitière en région recule de 0,5 % en 2024 au regard de 2023.

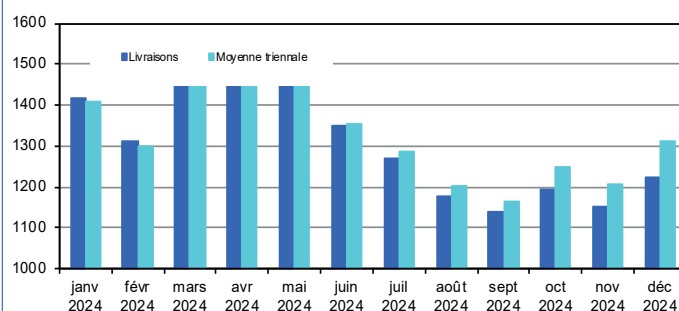
Le prix du lait en France est moins volatil

En décembre, le prix du lait européen affiche 545 € les 1 000 litres soit 80 € de plus qu'il y a un an. Depuis 3 mois, la hausse, en année glissante, s'établit à 17 %. Toujours plus modéré à la baisse comme à la hausse, le prix du lait payé aux producteurs de lait français, atteint la moyenne de 515 € la tonne soit une hausse de 5% par rapport à décembre 2023. Ainsi, au bilan de l'année, il s'établit à 488 € de moyenne (comparable à 2023), soit 4 € de plus que la moyenne européenne. Le prix du lait conventionnel en région affiche lui aussi 515 € en décembre et également la moyenne de 488 € sur l'année soit à équivalence avec 2023. Pour le 3ème mois consécutif, le prix du lait AOP « Massif du Jura » dépasse la barre des 700 € à 715 € de moyenne sur novembre (+ 10 € par rapport à novembre 2023).

Reprise des fabrications de Morbier

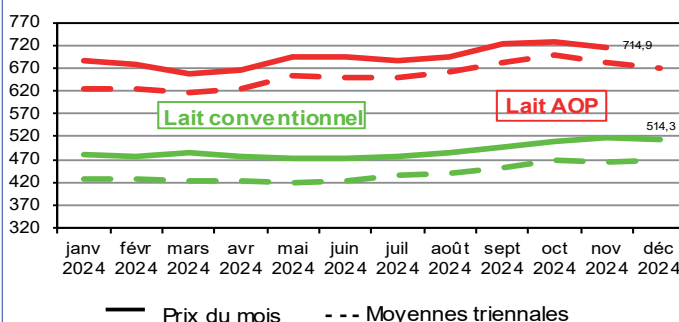
En décembre, la baisse des fabrications de Comté est bien supérieure à la diminution des livraisons de lait AOP (- 15 % contre - 9 %). Deux facteurs peuvent en partie expliquer cet écart. En premier lieu, l'utilisation d'une partie du lait AOP « Massif du Jura » pour les fabrications de Morbier et de Mont d'Or qui croissent respectivement de 5 % et 2 % par rapport à décembre 2023. En second lieu, un rendement fromager moindre cette année. La hausse de 11 % des fabrications de Raclette permet aux fabrications de pâtes pressées non cuites d'afficher une progression de 7,6 % ce mois. À noter que pour le Morbier, c'est la première hausse depuis le mois de mai. Enfin, décembre 2024 est le 4ème mois de l'année pour lequel les fabrications de produits frais augmentent d'un nombre à deux chiffres (11,9%).

Fig 7. Les livraisons de lait (milliers d'hectolitres)



Source : Agreste - Enquêtes mensuelles laitières

Fig 8. Prix du lait (€/1 000 litres)



Source : Agreste - Enquêtes mensuelles laitières

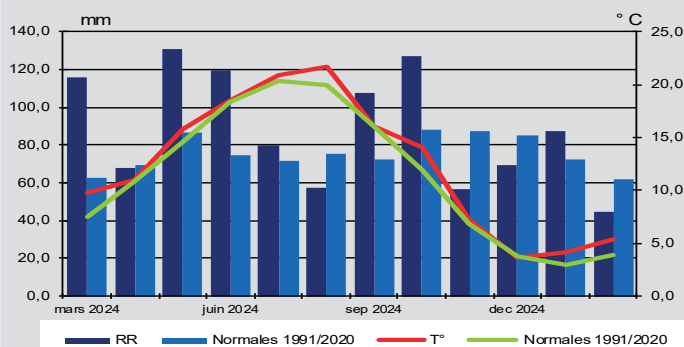
Fig 9. La production de fromage

En tonnes	Dec 2024	Evolution MM-12	Cumul sur 12 mois	Moyenne Triennale
Pâtes Pressées Cuites	5 932	- 12,5%	80 380	81 939
dont Comté	4 744	- 14,5%	67 686	68 756
Pâtes Pressées Non Cuites	2 671	+ 7,6%	31 025	31 372
dont Morbier	1 174	+ 5,3%	13 227	13 473
Pâtes molles	2 658	+ 4,2%	25 067	24 541
dont Mont d'Or	977	+ 1,9%	5 610	5 655
Produits frais *	26 376	+ 11,9%	334 721	323 527
dont yaourts et desserts lactés	13 712	+ 5,6%	181 184	180 592
dont fromages frais	9 247	+ 17,6%	117 844	110 237
dont crèmes fraîches	3 418	+ 25,1%	35 694	32 698

Sources : Agreste - Enquêtes mensuelles laitières

Météo

Fig encadré. Températures et précipitations (mm)



Source : Météo France - Moyenne Bourgogne-Franche-Comté

Le début d'année est plus chaud que la normale avec une pluviométrie déficitaire.

En région, les températures moyennes sont supérieures aux normales tri-décennales, respectivement de + 1,1°C en janvier et + 1,4°C en février. Les stations de Besançon et Dole Tavaux affichent les écarts les plus marqués, en corrélation avec la durée d'ensoleillement en excès. En moyenne, la région bénéficie de 17 h d'ensoleillement supplémentaires en janvier et est légèrement déficitaire en février (- 3 h). En février, Dijon-Longvic et Auxerre se démarquent avec des déficits respectifs de 10 h et 15 h de luminosité.

La pluviométrie est déficitaire d'environ 16 mm pour chacun des mois. Janvier présente des cumuls excédentaires, en particulier à Luxeuil + 42 mm, Besançon + 28 mm. En revanche, février enregistre des déficits conséquents à Dole - 45 mm, - 22mm à Belfort et enfin - 20 mm à Besançon.

En France, les abattages de gros bovins sont en léger repli sur un an (- 0,7 %), avec toutefois une forte disparité entre les mâles en repli (- 8,4 %) et les femelles en progression (+ 4,5 % pour les Vaches allaitantes). Les veaux de boucherie sont quant à eux en repli également (- 6,5 % sur un an).

Des cotations bovines toujours en hausse

En région, les prix des bovins maigres subissent une envolée considérable depuis la mi-janvier. Notamment, les prix des mâles de toutes catégories augmentent souvent de plus de dix centimes d'une semaine sur l'autre. Fin février 2025, les mâles de 300 kg affichent ainsi un prix à 4,96 €/kg, 4,82 €/kg pour les mâles de 400 kg et 4,53 €/kg pour les femelles de 270 kg, soit respectivement 38 %, 39 % et 33 % de plus qu'il y a un an. Cela s'explique par une forte demande sur les marchés français et européens, s'opposant à une offre réduite en ferme. Un phénomène semblable est observé pour les bovins gras, avec toutefois des variations moins spectaculaires (soit 6,31 €/kg pour les jeunes bovins viande U, qui gagnent donc 15 % sur un an). Concernant les abattages régionaux, si les gros bovins suivent une dynamique semblable à la tendance nationale (repli général de 4,4 %, progression des abattages de vaches de 4,7 %), les abattages de veaux sont en nette progression de 11,4 % sur un an.

Des cours porcins stables

En France, les abattages porcins de janvier sont en légère progression sur un an (+ 1,8 %), bien qu'ils demeurent inférieurs à la moyenne quinquennale.

En région, les abattages sont en léger recul (- 1,7 %), mais les prix restent stables en février à 1,96 €/kg de carcasse et sous la moyenne triennale.

Fig 11. Les abattages

En têtes	Mois		Année	
	Janvier	25/24 %	2025	25/24 %
Bovins	23 291	- 2,9 %	23 291	- 2,9 %
vaches	9 967	+ 4,7 %	9 967	+ 4,7 %
veaux	2 603	+ 11,4 %	2 603	+ 11,4 %
Ovins	9 289	- 8,9 %	9 289	- 8,9 %
Porcins	29 928	- 1,7 %	29 928	- 1,7 %
Equidés	224	- 8,9 %	224	- 8,9 %

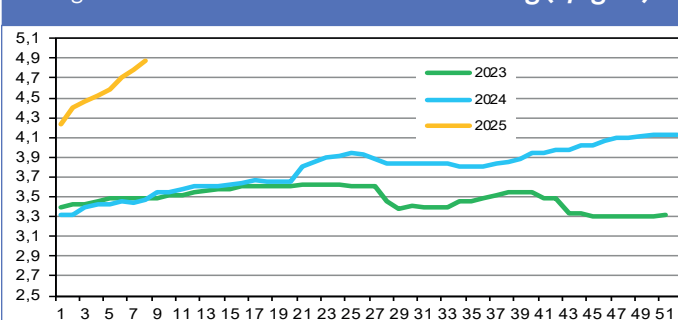
Source : BDNI

Fig 12. Les exportations de broutards

En têtes	Janvier		Cumul Année	
	2025	2025 / 2024	2025	2025 / 2024
Bourgogne-Franche-Comté	15 087	- 7,0 %	15 087	- 7,0 %
dont				
Saône-et-Loire	7 635	+ 6,6 %	7 635	+ 6,6 %
Nièvre	4 266	- 15,8 %	4 266	- 15,8 %

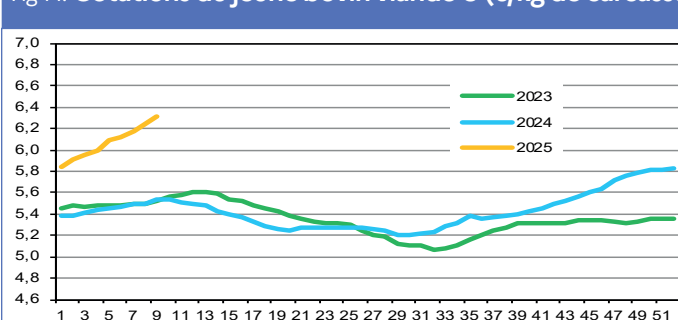
Source : BDNI

Fig 13. Cotations du broutard U de 400 kg (€/kg vif)



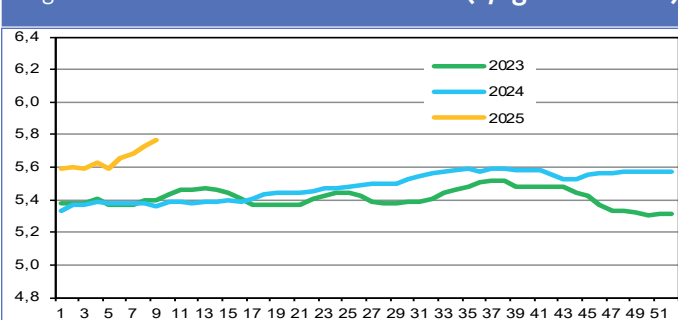
Source : Agreste - Commission Interdépartementale Dijon

Fig 14. Cotations du jeune bovin viande U (€/kg de carcasse)



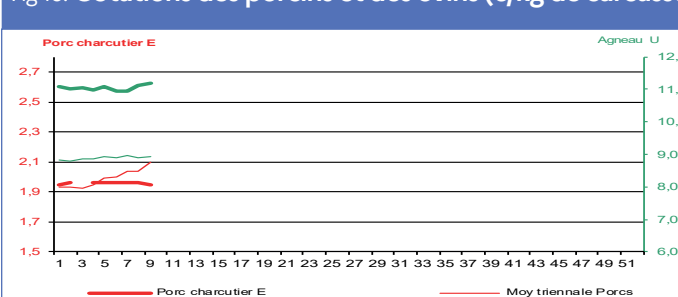
Source : Agreste - Commission Bassin Centre-Est

Fig 15. Cotations de la vache viande R (€/kg de carcasse)



Source : Agreste - Commission Bassin Centre-Est

Fig 16. Cotations des porcins et des ovins (€/kg de carcasse)



Source : FranceAgriMer - Cotation zone Nord (Agneau de boucherie) et Cotation Sud-Est (Porc charcutier)